

Le siège de Gaza met en danger la santé publique car les services d'eau et d'assainissement se détériorent, avertit Oxfam International

Jérusalem, 20 novembre 2007 – L'organisation Oxfam International affirme aujourd'hui qu'**un risque croissant menace la santé publique dans la bande de Gaza**, car les services d'eau et d'assainissement se dégradent considérablement sous la contrainte des **restrictions imposées dans la région par Israël** sur le carburant, les biens essentiels et les pièces de rechange.

D'après les Services d'Eau des Municipalités Côtières (SEMC), 15% de la population de Gaza – soit **225 000 personnes** – **ne reçoivent pas la quantité nécessaire d'eau potable** en raison du manque de carburant.

Oxfam International exprime son inquiétude quant aux informations récentes selon lesquelles le Bureau du Procureur général d'Israël approuverait le plan du ministère de la Défense israélien visant à **réduire la quantité d'électricité** distribuée dans la bande de Gaza. Cette décision intervient au moment où les **réductions de carburant** imposées par Israël sont les plus importantes depuis le 28 octobre dernier, et ont un impact immédiat sur les systèmes d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées dans la bande de Gaza.

D'après Jérémy Hobbs, directeur général d'Oxfam International :

“Les approvisionnements en carburant doivent reprendre immédiatement si nous voulons éviter une crise de la santé publique dans la bande de Gaza. L'accès à une eau potable est un droit humain fondamental qui ne doit pas être utilisé comme punition collective à l'encontre de la population de Gaza. Alors que les efforts se multiplient internationalement pour avancer vers la paix, la communauté internationale ignore la situation dramatique dans laquelle se trouve la région de Gaza, la laissant sombrer vers la crise. Des civils ordinaires y sont punis pour des crimes qu'ils n'ont pas commis, en totale violation du droit humanitaire international. Cette politique illégale de la punition collective doit cesser une bonne fois pour toute. »

Durant les deux premières semaines de Novembre, il y avait en moyenne dans la ville de Gaza sept points d'eau, gérés par la SEMC, qui ne fonctionnaient que partiellement, voire pas du tout, en raison du manque de carburant. 50 000 personnes en ont souffert directement, leur **ravitaillement en eau** étant **diminué de 75%**. Selon les partenaires et le personnel Oxfam sur place, la situation à travers toute la bande de Gaza ne cesse de se détériorer au fur et à mesure que l'eau disponible diminue. Des réductions d'approvisionnement en électricité ne feraient qu'exacerber les souffrances endurées par Gaza.

La SEMC souligne que de plus en plus de personnes doivent maintenant acheter de l'eau auprès de fournisseurs divers, dont un grand nombre ne mettent pas en œuvre des contrôles de qualité adéquats. Or, consommer **de l'eau non traitée** peut causer de graves problèmes de santé.

Le système d'approvisionnement en eau potable et de gestion des eaux usées est particulièrement fragilisé du fait de restrictions sévères sur l'entrée de marchandises dans la bande de Gaza. La SEMC subit actuellement une grave **pénurie de pièces de rechange et autres matériels nécessaires à la réparation et à l'entretien régulier du matériel**, et les Forces de défense israéliennes ont régulièrement empêché l'accès à ces matériels depuis juin 2007. Quand la saison pluvieuse va commencer, il faudra davantage d'eau et d'électricité pour faire fonctionner le système de traitement des eaux usées.



Depuis que les coupures d'approvisionnement en carburant ont débuté fin octobre 2007, la SEMC a du faire face à des **difficultés croissantes pour gérer le système d'accès à l'eau et de retraitement des eaux usées** dans toute la bande de Gaza. En tant qu'unique fournisseur d'eau pour les 1,5 million d'habitants de Gaza, la SEMC dépend largement de l'approvisionnement en carburant pour alimenter les générateurs de ses 135 points d'eau, 33 stations de pompage et 3 usines de traitement, car le manque d'électricité concerne déjà l'ensemble de la bande de Gaza.

Oxfam International appelle à la **reprise immédiate et sans entrave de la fourniture de carburant** à travers tout le territoire. Oxfam International exhorte également le gouvernement d'Israël à **cesser immédiatement de tels actes de punition collective** envers les populations civiles déjà particulièrement appauvries de la bande de Gaza. Enfin, Oxfam International appelle la communauté internationale à **dénoncer avec force la détérioration de la situation humanitaire** à Gaza et à faire que les acteurs en charge de la protection des civils rendent compte de leurs actes.

CONTACT PRESSE :

Pour toute information complémentaire ou interview, contactez :

Aldine FURIO, Oxfam France – Agir ici, +33 156 98 24 40 ou +33 686 92 93 30, afurio@oxfamfrance.org

NOTES AUX REDACTIONS :

Données sur le système d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées :

Les Services d'Eau des Municipalités Côtières (SEMC) ont besoin de 150 000 - 250 000 litres de carburant par mois pour alimenter les générateurs pour les systèmes d'approvisionnement en eau et de retraitement des eaux usées (135 points d'eau, 33 stations de pompage et 3 usines de traitement). Pour le seul mois d'octobre, la SEMC a enregistré un déficit de 40 000 litres de carburant.

La SEMC a réorienté le carburant utilisé pour le système d'approvisionnement en eau vers le système de retraitement des eaux usées, ce carburant étant nécessaire pour faire fonctionner les stations de pompage des égouts 24h/24 afin d'éviter qu'ils ne débordent.

Données sur l'approvisionnement en électricité à Gaza

La bande de Gaza a besoin de 210 mégawatts (MW) d'électricité au quotidien. Actuellement, elle ne reçoit qu'environ 187 MW. Cela provoque de fréquentes ruptures de courant et une situation de bas voltage dans laquelle les générateurs jouent un rôle vital dans le fonctionnement des systèmes de gestion de l'eau et de traitement des eaux usées. La SEMC consomme en moyenne entre 20 et 25 MW par jour, ce qui en fait le principal consommateur d'électricité de la bande de Gaza.

Plus la fourniture d'électricité baissera, plus la SEMC sera dépendant de l'approvisionnement en carburant pour compenser le faible voltage.

A propos d'Oxfam International

Oxfam International travaille à Gaza et en Cisjordanie depuis les années 80. Avec 12 organisations partenaires à Gaza, Oxfam International travaille dans les domaines de l'urgence et des soins de santé primaires, des projets d'eau et d'assainissement, de surveillance des Droits de l'Homme, des Droits des travailleurs, des droits des réfugiés, des droits des femmes, de la micro-finance, de l'agriculture / de la sécurité alimentaire, etc.

S'appuyant sur ses expériences de terrain, Oxfam International est préoccupé par l'accroissement de la pauvreté et de la souffrance des Palestiniens. Oxfam International est convaincu que toutes les populations de la région du Moyen Orient devraient être préservées de la violence, ainsi que des pressions et privations diverses. Garantir ces droits fondamentaux pour les femmes, hommes et enfants est une base indispensable à la réussite de tout processus de paix. Oxfam International pense que les



Palestiniens comme les Israéliens ont le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues et sécurisées. Oxfam International est opposé à l'usage de toute forme de violence à l'encontre des civils et en appelle à toutes les parties pour qu'elles protègent les civils de la souffrance.

Oxfam International a une approche basée sur les droits, son analyse du conflit israélo-palestinien et de son éventuelle résolution est ancrée dans les principes du Droit International Humanitaire et des Droits de l'Homme. En s'appuyant sur ces principes, OI recherche une solution juste et durable basée sur le Droit international, grâce à laquelle Palestiniens et Israéliens jouiront de la sécurité et de la paix. Oxfam International pense que la communauté internationale a une responsabilité politique, moral et légale de s'impliquer efficacement dans la résolution de ce conflit. Oxfam International soutient également la *solution de deux Etats*.